

le mode de vie de nos gens, avant de laisser notre loyauté et notre sympathie l'emporter sur notre raison. Nous devons d'abord nous occuper du bien-être et de la sécurité de notre peuple, et nous ne servirions pas la cause du commonwealth ou les principes d'administration qu'il représente si, dès le début du conflit, nous adoptions un programme d'une telle envergure que le bien-être matériel et économique de la masse de nos gens soit gravement menacé.

Au cours des trois jours qui ont précédé l'ouverture de la session, j'ai reçu une avalanche de lettres et de télégrammes, comme bien d'autres de la province de Québec, me disant ce que je devrais faire et ce que je ne devrais pas faire. Après avoir reçu ces communications, j'ai immédiatement consulté des Anglais et des Canadiens français représentatifs de tous les bureaux de scrutin de ma circonscription, et ceux que j'ai invités à ces réunions étaient des libéraux et des conservateurs. J'ai causé avec des membres du clergé, des journalistes, des cultivateurs, des industriels, des jeunes gens et des mères, et voici quels sont les résultats que j'ai obtenus: Quinze pour cent de ces gens étaient en faveur de la participation obligatoire jusqu'au dernier dollar et jusqu'au dernier homme. Vingt pour cent étaient en faveur de l'isolement complet, et soixante-cinq pour cent étaient en faveur de la collaboration dans la mesure de nos moyens et de nos ressources, de préférence en accordant des crédits, en faisant des dons de vivres et de produits alimentaires, et en fabriquant des avions et des munitions. Cependant, j'ajouterai franchement et sincèrement que dans ma circonscription, du moins, le sentiment est fort et sincère contre la conscription du capital humain.

Mon premier devoir, si je le comprends bien, est de servir mes commettants, et j'adopte l'opinion exprimée par la majorité d'entre eux, car j'ai une confiance absolue en leur gros bon sens. Ainsi, monsieur l'Orateur, j'accepterai la collaboration avec la Grande-Bretagne et la France. Cependant cette collaboration devra d'abord tenir compte de nos besoins immédiats et des meilleurs intérêts du Canada. Cette collaboration ne devra pas priver les Canadiens de leur droit inaliénable de décider par eux-mêmes s'ils doivent servir ou ne pas servir. Le maintien de la liberté individuelle devra être le principe dominant de cette collaboration, car pour servir une cause avec amour il faut la choisir librement, tandis que celui qui se bat sans la foi en cette cause est vaincu d'avance. Je ne saurais mieux exprimer ma pensée sur cette question qu'en disant que l'on devrait accepter les services de ceux qui désirent s'enrôler, et qu'on ne devrait pas molester ceux qui pensent mieux servir le Canada en

[M. Héon.]

accomplissant leur tâche au pays. Il est dit que nous luttons pour le maintien de la liberté. Commençons par maintenir et respecter la liberté d'action et de pensée chez nous. Que tous les Canadiens se rendent compte que l'indépendance, l'autonomie, la justice et la liberté absolue pour tous seront toujours en honneur chez nous, en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre.

Après avoir fait ces réserves, je déclare sans hésitation que je me range du côté de ces autres Canadiens français qui sont d'avis que leur plus grande sécurité et leur meilleure garantie en ce moment se trouve dans le commonwealth britannique. Je le répète, je m'associe à ceux qui pensent que leur paix, leur sécurité et leur bien-être en ce moment se trouvent dans l'acceptation sincère de la volonté de la majorité de cette Chambre. J'appuierai l'Adresse afin de montrer que je suis prêt à collaborer. En même temps, bien entendu, je me réserve le droit de prendre une décision sur chaque mesure et chaque crédit qui seront proposés à la Chambre. Je ne suis pas en faveur d'un blanc-seing pour les questions relatives à la guerre, car lorsque des vies humaines et des dépenses colossales sont en jeu, tout député a le devoir d'examiner avec un soin scrupuleux les mesures proposées, puisqu'elles ont leurs répercussions sur la vie, la sécurité et le bien-être de tous, hommes, femmes et enfants de chaque circonscription du pays.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de déclarer ceci en terminant: La guerre est la suprême négation du christianisme. Il est évident qu'au lieu de procéder au réarmement moral comme nous aurions dû le faire, nous avons, en tant qu'individus et en tant que nations, oublié les préceptes divins. Sera-t-il dit que Dieu a déchaîné son courroux sur le monde et que, pour la seconde fois en un quart de siècle, nous devons être abandonnés à l'anxiété et à la misère? Quoi qu'il en soit, il convient que le christianisme accepte avec soumission les choses qu'un Dieu juste a permises. N'hésitons plus à jurer obéissance à Son commandement: "Aime ton prochain". Nous devons répudier et combattre jusqu'à la dernière extrémité le concept payen: œil pour œil, dent pour dent. Je n'en suis pas moins sûr de la victoire finale, car Il permettra que celui qui règne par l'épée périsse par l'épée.

(Texte)

Monsieur l'Orateur, j'ai deux mots à dire en français avant de terminer, et ce sont des mots que j'adresse à mes amis de Laval-Deux-Montagnes (M. Lacombe) et de Québec-Montmorency (M. W. Lacroix), que j'estime particulièrement et dont je partage généralement les vues. Je veux dire à ces